

En France, un enfant sur cinq vit dans une famille pauvre

La France compte 2,7 millions d'enfants vivant dans un ménage pauvre. Comment avons-nous fait pour en arriver là, alors que nous sommes la sixième puissance économique mondiale en 2016 ?

Ni plus ni moins que les autres. En réalité, le phénomène se développe partout, et pas seulement en France. La situation aux Etats Unis (première puissance économique mondiale) est plus grave que la nôtre. Cela doit du reste nous interroger, ainsi que toute la classe politique.

Quelques chiffres : Si l'on compare le taux de pauvreté monétaire (ressources inférieures à 60% du revenu médian) pour 2014 les résultats sont les suivants : France : 14,2 % Etats Unis : 15 %, sachant que Wikipédia précise que, selon plusieurs universitaires, le taux officiel de pauvreté ne correspond pas aux chiffres et serait en réalité plus élevé.

Premier constat dans un pays quasiment en situation de plein emploi, le taux de pauvreté est plus important que dans un pays où le taux de chômage est élevé comme la France ! Analyse qui se vérifie aussi pour l'Allemagne et le Royaume Uni, deux pays encensés pour leur brillantes performances en matière de chômage, comme les Etats Unis. Or, d'après les derniers chiffres d'Eurostat (2014), le taux de pauvreté en Allemagne et au Royaume Uni est de 16%, contre 14,2 % pour la France Pourquoi ? C'est tout simple. « Le travail ne préserve plus de la pauvreté ». Constat réalisé par l'INSEE dès 2011, confirmé par le Secours catholique en 2013, et jamais démenti depuis.

On peut donc en déduire que toutes les recettes proposées pour « moderniser » le marché du travail à la sauce néolibérale (priorité absolue accordée au profit à court terme), sont sans doute partiellement nécessaires dans certains cas, mais absolument pas suffisantes pour l'équilibre d'une société. Bon sujet de méditation pour les candidats à la Présidence de la République, qui ne semblent pas tous avoir remarqué ce petit détail, lequel a pour conséquence la précarité permanente d'une partie des salariés, les travailleurs pauvres, les SDF et, in fine a conduit le Royaume Uni au Brexit.

Il faut ajouter que la communication sur les chiffres du chômage est souvent malhonnête intellectuellement. Aux Etats Unis et au Royaume Uni, le faible taux de chômage annoncé ne correspond pas à la réalité. Aux Etats Unis, il faudrait parler de taux d'activité. (le taux de personnes qui recherchent du travail est en réalité de 10,5 %). Même démarche pour le Royaume Uni, qui utilise le contrat zéro heures pour baisser artificiellement le taux de chômage. Fin juin 2016, le taux de chômage du Royaume Uni était officiellement de 4,7%, mais si on y ajoute les 1,3 millions de sujets de sa Majesté en contrats zéro heures sans aucune heure travaillée, le taux de chômage passe alors à 9,6% Excusez du peu.

Voilà aussi pourquoi le Président du Forum Economique Mondial de Davos (qui connaît parfaitement cette réalité) déclarait dans LES ECHOS du 20 janvier 2014 que la mondialisation était un échec collectif, et que les 75 millions de jeunes au chômage sur la planète sont une poudrière. Voilà pourquoi, afin d'être sûr d'être bien compris, il osait ajouter : « au fond le message des militants anti-mondialisation du siècle dernier était juste » ! Déclaration absolument inouïe de la part de ce Monsieur, compte tenu de ses fonctions, mais qu'aucune multinationale n'a démentie

Mais alors, à quel Saint se vouer ? Ce n'est pas un Saint, mais il existe. C'est un Chef d'Etat. Il s'agit . du Pape François. Son encyclique Laudato SI, parue en juillet 2015 ne propose évidemment pas de solutions techniques, mais indique clairement dans quelles directions il faut agir. Le quatrième chapitre insiste sur le fait que nous ne traversons pas une crise environnementale et une crise sociale, mais une seule et complexe crise socio environnementale. (On trouve ce livre pour quelques euros dans n'importe quelle librairie).

Dans le même sens que le Pape François, Monsieur Ban-ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU, avait lui-même déclaré, en 2011 : « Nous ne pourrons construire un monde juste et équitable que lorsque nous accorderons un poids égal aux trois composantes du développement durable, à savoir les composantes sociale, économique et environnementale. Si nous voulons assurer durablement la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et un travail décent aux populations toujours plus nombreuses, il nous faut faire le meilleur usage possible de notre patrimoine naturel ». Voilà aussi pourquoi, dans l'article intitulé « le cancer de la mondialisation », du 4 octobre dernier, j'ai fortement critiqué le vice de construction fondamental du CETA (accord de libre échange Canada / Union Européenne) qui érige le commerce en projet et l'Homme en moyen, alors qu'il ne peut pas y avoir de solution viable et durable tant que l'Homme ne sera pas remis au centre de l'économie mondiale. Même Madame Michu le sait.